

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0225

Relative à la validation des évaluations réalisées par France domaine sur des parcelles du département

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 1er juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** les avis des CPF du 19/06/2014, 19/10/2014, 07/12/2021, 05/01/2022 et 08/06/2022
- Vu** les avis du service local du domaine

Considérant le rapport n°2024-02362 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 7 octobre 2024

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

Article 1 : de valider la cession des parcelles mentionnées dans le tableau ci-dessous :

N° Dossier	Requérants	Date CPF	Objet	Ref. Cadastres	Communes	Surface en m ²	Prix
2020-0295	Bint-Hourlaini ASSANI et Consorts	07/12/2021	Vente	AD 897	Koungou	8	23 076,00 €
				AL 350	Koungou	633	
2012-0198	Ibali, Iyad LAFITTE, Iker, Ilyan LAFITTE et Nahia, Amaia LAFITTE	09/10/2014	Vente	AW 524	Koungou	213	3 280,00 €
2012-0072	Nouria ALI HAMIDI	19/06/2014	Vente	BD 1424	I/am oudzou	362	5 792,00 €
2017-0088	Anchia HALDI	05/01/2022	Vente	BC 332	I/am oudzou	563	3 378,00 €
2020-0019	Ankrimati ALI	08/06/2022	Vente	AL 290	Koungou	1 121	3 363,00 €

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes s'y rapportant ;

Article 3 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au représentant de l'État dans le Département

Pour extrait certifié conforme
 Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	VELOU AHAMADA Hassanati
NUMERO DE TELEPHONE	0693 81 57 05
ADRESSE DE MESSAGERIE	hassanati.veloua@976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE

Vente au profit de Madame ALI HAMID Nouria de la parcelle BD 1424 sise à Cavani commune de Mamoudzou, d'une superficie de 362 m² dans le cadre de la procédure de régularisation foncière du Département (dossier 2012-0072) passé avec avis favorable en Commission Patrimoine et Foncier du 19/06/2014).

Observations du SLD :

-Aléas naturels et déclivité forts contrairement aux mention AUCUN et FAIBLE retenus par le consultant.

DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)

09/10/2023

PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)

1

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE		NB-CONSEIL DPTAL-1	
VALEUR VENALE BRUTE		28 960 €	
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U		28 960 €	
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE		0 €	
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE		-23 168 €	
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS		5 792 €	
Date de visa de la fiche navette par le service demandeur		09/10/2023	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)		10/10/2023	
Avis favorable du SLD		OUI	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable		NON	
		Visa du demandeur	
		Visa du Domaine	
		Formation	
		N° dossier DS : 14478/89 Tël : 02 69 61 02 76	
		N° dossier OSE : 2023-97611-77936 B.P. 501	
		MAMOUZOU 77777	
		Concours	

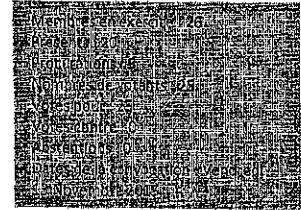
IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m ²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	MAMOUZOU SUD	BD	1424	362	U	Ub	NON	Accès à la voirie	Fort	Fort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du 24 novembre 2015



DELIBERATION N°2356/2015/CP

Relative à la validation des dossiers présentés en Commission du Patrimoine et du Foncier
du 19 juin 2014 (annule et remplace la délibération n°1862/2015/CP du 19 janvier 2015)

On a déclaré quinze le 22 novembre 2 heures 00 les 333 habitants de Mayotte se réuniront temporairement sur la cour d'attente pour la présentation au Président du Conseil d'Administration de Mayotte, Monsieur SOUDISSO BRAHIM, MAJAN, de la commune de N'G'oni de Mayotte, pour le 23 MAJAN 2012.

Conseillers départementaux présents :

M. Solihadine IBRAHIM RAMADANI, Mme Armamie ABDOUL WASSION, M. Bourouhane ALLAOUI, M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, M. Ben Youssef CHIHABOUDINE, M. Ali Debré COMBO, Mme Insya DAOUDOU, Mme Solhirat EL HADAD, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Mme Mariamé SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :

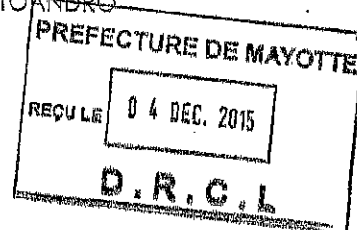
Mme Toyfryia ANASSI donne pouvoir à M. Aynoudine SALIME,
Mme Raïssa ANDHUM donne pouvoir à M. Bourouhane ALLAOUI,
Mme Halima Mdallah BAMOUDOU donne pouvoir à M. Issoufi AHAMADA,
Mme Afidati MKADARA donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI,
M. Ben Issa OUSSENI donne pouvoir à Mme Fatimatte RAZAFINATOANBRO

Conseillers départementaux absents excusés :

M. Nomani OUSSENI

Secrétaire de séance désigné :

Mme Moinécha SOUMAILA



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3121-8 ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu la délibération n°2077/2015/CD du 29 avril 2015 relative à l'adoption du Budget Primitif 2015 du Conseil Départemental de Mayotte et du STM ;
Vu la délibération n°1862/2015/CP du 19 janvier 2015 ;
Vu le rapport n° 2015-002356 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission d'aménagement et développement durable en date du 19 novembre 2015 ;

Après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et des représentés,

DECIDE

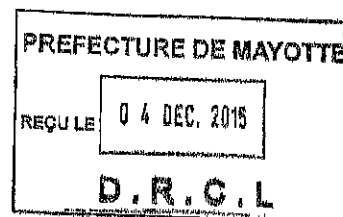
Article 1 : d'annuler et remplacer la délibération n°1862/2015/CP du 19 janvier 2015, ainsi que les annexes correspondants.

Article 2 : de valider les dossiers présentés en commission CPF le 19 juin 2014 et ainsi que ses annexes dûment complétées.

Article 3 : d'autoriser monsieur le Président du Conseil Départemental à signer les actes et les annexes correspondantes, au nom et pour le compte du Département de Mayotte.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Solboudine IBRAHIM RAMADANI



ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

LISTE DES DOSSIER POUR LA CPF DU 19 JUIN 2014												
REGUL 2132	ABDALLAH ASSANE	QUARTIER GNAMBO YAJO	REGUL	LONGONI	NON TITRBS 4	Rural	19/6/14	17301 m²		8	138 408,00 €	
2005-0419	HILALI EMELINE	14, Rueille OASIS Maévantana	vente	KAVANI	1555 BK 891	Urbain	19/6/14	319 m²	53	16 907,00 €		
2011-0065	BACAR MAHARAVOU	KAWENI	VENTE	KAWENI	1554 AT 260	Urbain	19/6/14	375 m²	53	19 875,00 €		
2012-0001	AHAMADI HIKIMATI	KAVANI	VENTE	KAVANI	1555 BD 123	Urbain	19/6/14	140 m²	53	7 420,00 €		
2012-0002	GEORGES HOUSOUNATI	KAWENI	VENTE	KAWENI	529 AT 489	Urbain	19/6/14	226 m²	60	13 560,00 €		
2014-0263	Menuiserie MARI MANZ	rue SPPM Kawéni	Vente	KAWENI	4145 AO 218	Urbain	19/6/14	1204 m²	75	90300		
2014-0313	SARL ENTREPOT	106 Route Nationale	Vente	KAWENI	4145 AO 233	Urbain	19/6/14	505 m²	75	37875		
2014-0073	Société C3 ENERGIES OI	7 Rue FAF Pamandzi	vente	Kawéni	4145 AO 235	Urbain	19/6/14	615 m²	75	46125		
2013-0427	SCI HERA	Rue Daniel sada	vente	Kawéni	4145 AO 236	Urbain	19/6/14	1000,02 m²	75	75 001,50 €		
2013-0153 bis	Société Mayotte Plomberie	53, rue Mangafouté P	VENTE	KAWENI	4145 A 234	Urbain	11/4/13	1677,07 m²	75	125780,25		
2014-0231	ENTREPRISE DAKA-FILS	4, Rue du College Ma	vente	KAWENI	4145 AO 231	Urbain	19/6/14	408,98 m²	75	30673,5		
2014-0402	GREEN FISH MAYOTTE	rue Said Kafé Mtsaoé	VENTE	KAWENI	4145 AO 237	Urbain	19/6/14	840,00 m²	75	63000		
2013-0136	MATROUKOOU	rue SPPM Kawéni	VENTE	KAWENI	4145 AO 232	Urbain	19/6/14	496,21 m²	75	37215,75		
2012-0010	SARMAN ZAHARATI	VAHIBE	VENTE	VAHIBE	1811 CM 533	Urbain	19/6/14	202 m²	25	5 050,00 €		
2012-0016	ANDJILI ANZELDDINE	MTSAPERE	VENTE	VAHIBE	1811 AB160 K	Péri-urbain	19/6/14	346 m²		8 650,00 €		
2012-0032	SORDA Youssouf	10, Bis Rue Sowéto - Zone III - Cavani	VENTE	Cavani	1555 BD 972	Urbain	19/6/14	577 m²	53	30 581,00 €		
2012-0035	BACO HOUMADI ZABIBOU	50, Rue vietnam Vahibé	VENTE	Vahibé	1811 CM 310	Urbain	19/6/14	215 m²	25	5 375,00 €		
2012-0039	ATTOUMANI Haouthoua	21 Rue Baboussalama	VENTE	Doujaani	1775 BM 243	Urbain	19/6/14	1622 m²		85 966,00 €		
2012-0047	MAOUDJOUDI SOYF	MTSAPERE	VENTE	Cavani	2028 AW 401	Urbain	19/6/14	79 m²		4 187,00 €		
2012-0064	DAOUD Thaoumine et Faouzia	22, rue Tanamalaza Passamainty	VENTE	PASSAMAIN	1662 BR 988	Urbain	19/6/14	110 m²	53	5 830,00 €		
2012-0072	ALI HAMIDI NOURIA	TZOUNDZOU	VENTE	KAVANI	1555 BD 854	Urbain	19/6/14	359 m²	53	19 027,00 €		
2012-0075	HOUMADI KOURATI	VAHIBE	VENTE	VAHIBE	1811 CM 547	Urbain	19/6/14	220 m²	25	5 500,00 €		
2012-0081	MALIDE MARIAME	MTSAPERE	VENTE	MTSAPERE	1555 BK 45	Urbain	19/6/14	225 m²	53	11 925,00 €		
2012-0083	MAHAMOUDOU ASSANI	KAWENI	VENTE	KAWENI	1709 AM 197	Urbain	19/6/14	850 m²				
2012-0531	MOHAMED Aychat	14, rue SARAHANGUE	VENTE	MAMOUDZOU	1267 AY 576 B	Urbain	19/6/14	331 m²	53	17 543,00 €		
2012-0532	MOHAMED Asna	14, rue SARAHANGUE	VENTE	MAMOUDZOU	1267 AY 576 C	Urbain	19/6/14	331 m²	53	17 543,00 €		
2012-0557	ASSANI IBRAHIM	2 rue de château vahibé	VENTE	VAHIBE	1811 CM 213	Urbain	19/6/14	220 m²	25	5 500,00 €		
2013-0064	SAID MDERE Onrfati, Nafissa, Anrifati et	8E, rue de la rivière Kawéni	VENTE	KAWENI	529 AT 08	Urbain	19/6/14	422 m²	60	25 320,00 €		
2013-0373	MADI ABDOU	6 rue de la Pompe	vente	Boboka	1689 AX 683	Urbain	19/6/14		53	17 119,00 €		
2013-0434	DAOU Said	Lot n°23 Vahibé	VENTE	Vahibe	6455 CM 690 A	Urbain	19/6/14	323 m²	25	9 075,00 €		
2012-0009	TCHOUA HADIYATI	SAINT-PAUL	REGUL	MTSAHARA	3289 AI 38 A	Urbain	19/6/14	1078 m²	25	30 184,00 €		
RI 12676-DO	MARI MOUSSA TOHIRI	Quartier de Lahagoni Mtsahara	REGUL	MTSAHARA	NON TITRAE 2	Urbain	19/6/14	824 m²	28	23 072,00 €		
2013-0323	DJOUMOI Chaimaou	59 LOT Ankiaka Tanambao	REGUL	Mtsangamouji	6587 AR 268	Urbain	19/6/14	474 m²	28	13 272,00 €		
2012-0269	RAVAOAY ISSOUF SAID	KANI-KELI	VENTE	COCONI	202 AD 74	Urbain	19/6/14	414 m²	28			
2012-0311	SAID ASSANI MOUTOUNELLAM	KALATSA KANI- KELI	REGUL	COCONI	202 AD 74 A	Urbain	19/6/14	306 m²	28	11 592,00 €		
2012-0312	RAVOAY LANI	KALATSA KANI- KELI	REGUL	COCONI	202 AD 74 C	Urbain	19/6/14	306 m²	28	8 568,00 €		
2012-0313	RAVOAY MARLYNE	KALATSA KANI- KELI	REGUL	COCONI	202 AD 74 B	Urbain	19/6/14	306 m²	28	8 568,00 €		
2012-0384	BACAR Sittirati Kamar	Quartier KAVANI	REGUL	COCONI BAR	NON TITRAD 74	Urbain	19/6/14	777 m²	28	8 568,00 €		
2006-0127	DAROUICHE DAOU	25 AVENUE GENERAL DE	VENTE	Pamandzi	5324 AH 826 et 828	Urbain	19/6/14	134 m²	75	21 756,00 €		
										10 050,00 €		

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS NON BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	Hassani Kambi OUSSENI
NUMERO DE TELEPHONE	0639 69 00 11
ADRESSE DE MESSAGERIE	hassani-kambi.ousseni@cg976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE	
Madame ALI Ankiramati a demandé l'acquisition de la parcelle AL 290 d'une superficie de 1121 m' située à Longoni Commune de Koungou. Le département par une délibération en date du 06 juin 2023 a décidé de vendre la parcelle à Madame ALI Ankiramati et c'est dans le cadre de cette acquisition que le département fait cette demande d'évaluation,	
Observations du SLD : - La parcelle est enclavé (le consultant indique accès à la voirie) - La déclivité de la parcelle est forte (le consultant indique faible)	
DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	02/08/2024
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	1

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE		NB-CONSEIL DPTAL-I	
VALEUR VENALE BRUTE			16 815 €
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U			16 815 €
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE			0 €
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE			-13 452 €
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS			3 363 €
Date de visa de la fiche navette par le service demandeur		02/08/2024	Visa du demandeur
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)		25/09/2024	Visa du Domaine
Avis favorable du SLD		OUI	NON
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable		N° dossier DS 19305112 N° dossier OSE 2024-97610-58393 Affaire suivie par Nicolas PATAY	

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m ²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	KOUNGOU	AL	290	1 121	A	Sans objet	NON	Enclavé	Moyen	Forte

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

Envoyé en préfecture le 26/06/2023

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 26/06/2023

Publié le

ID : 976-229850003-20230606-DL0806230098-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 06 juin 2023

Membres en exercice : 26

Présents : 18

Procuration(s) : 6

Absent(s) : 2

Nombre de votants : 24

Votes pour : 24

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : vendredi 26 mai 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0096

Relative à la validation des dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 08 juin 2022 et ayant reçu un avis favorable

L'an deux mille vingt-trois, le six juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Youncoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Faranti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Zacunaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Conseillères départementales absentes :

Madame Bibi CHANFI, Madame Sohirat EL HADAD

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu les avis de la Commission Patrimoine et Foncier du 08 juin 2022 (PV de CPF) ;
- Vu le rapport n°2023-001368 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructures et foncier du 30 mai 2023;

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

Envoyé en préfecture le 26/08/2023

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 26/08/2023

Publié le

ID : 976-229850003-20230606-DL0606230096-DE

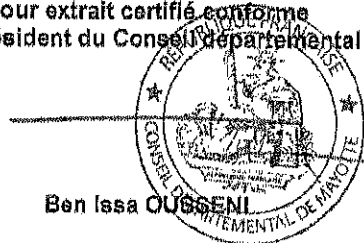
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de valider les dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 08 juin 2022 et ayant reçu un avis favorable ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes s'y rapportant ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



CPF du 08 JUIN 2022 - DOSSIERS AYANT RECU UN AVIS FAVORABLE

2016-0506	MOUSSA Hadiyati	6, rue du Foyer des Jeunes - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 151	1 200	N	FAV	08 juin 2022
2016-0507	BACO Abidari Haliati	6, rue du Foyer des Jeunes - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 150	1 200	N	FAV	08 juin 2022
2016-0508	BACO OUSSENI Zahafati	6, rue du Foyer des Jeunes - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 152	1 200	N	FAV	08 juin 2022
2016-0512	M'DERE Anzilani	11, rue Zena Mdéré - Kougou	VENTE	Kougou	KOUNGOU	1618	AW 204	194	Ua	FAV	08 juin 2022
2017-0037	ADAME Moustafa Madi	7, rue Labatolir - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	5157	AD 575	377	Ub	FAV	08 juin 2022
2017-0064	HAMISSI Sélémani	7, rue Mosquée Vendredi - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	5157	AD 564	82	Ub	FAV	08 juin 2022
2017-0087	OUSSENI Ibrahim	5, rue Labatolir - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	5157	AD 361	287	Ub	FAV	08 juin 2022
2020-0019	ALI Ankinimati	16, rue Magnassini - Misahara	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 290	1 121	A	FAV	08 juin 2022

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

Envoyé en préfecture le 26/06/2023

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 26/06/2023

Publié le

ID : 976-229850003-20230606-DL0606230096-DE

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS NON BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	VELOU AHAMADA Hassaoui
NUMERO DE TELEPHONE	0693 81 57 05
ADRESSE DE MESSAGERIE	hassaoui.velou@cg976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE	
Vente au profit de Madame HASSANI Bint-Hourlaini des parcelles AD 897 et AL 350 sise à Longoni commune de KOUNGOU d'une superficie total de 641 m² dans le cadre de la procédure de régularisation foncière du Département (dossier 2020-0295) avec avis favorable en Commission Patrimoine et Foncier du 07/12/2021	
Observations du SLD après consultation des applications internes : -le zonage retenu est AU (le consultant indique U) -l'alignement naturel est NUL et la déclivité FAIBLE pour les deux parcelles (le consultant retient FORT pour les deux items) -Les parcelles ne sont pas supports de voirie et elles ont accès à la voirie, contrairement aux choix retenus par le consultant.	
DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	07/08/2023
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	1

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE		NB-CONSEIL DPTAL-1	
VALEUR VENALE BRUTE		28 845 €	
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U		28 845 €	
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE		0 €	
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE		-5 769 €	
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS		23 076 €	
Date de visa de la fiche navette par le service demandeur		07/08/2023	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)		Cet avis à une validité de 18 mois à compter de la signature.	
Avis favorable du SLD		OUI	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable		NON	
		N° dossier DS : 13690789 N° dossier CSE : 2023-97610-61531	

Visa du demandeur	
Visa du Domaine	
Tél : 02 69 61 81 81 B.P. 501 MAMOUDOU	

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	KOUNGOU	AD	897	8	AU	Ua	NON	Accès à la voirie	Aucun	Faible
2	KOUNGOU	AL	350	633	AU	Ua	NON	Accès à la voirie	Aucun	Faible

Inspecteur des Finances Publiques

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

S²LO

Envoyé en préfecture le 22/02/2022
ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

S²LO

ID : 976-229850003-20220209-DL09022312-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 09 février 2022

Membres en exercice : 26

Présents : 21

Procurations : 4

Absente : 1

Nombre de votants : 25

Votes pour : 25

Vote contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation : lundi 31 janvier 2022

DELIBERATION N°DL_CP2022_0012

Relative à la validation des dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 07 décembre 2021 et ayant reçu un avis favorable

L'an deux mille vingt-deux, le neuf février, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à la salle de délibération de la mairie de Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Tahamida IBRAHIM, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Mansour KAMARDINE, Madame Rossette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamilou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Fariant MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saïdou ATTOUMANI, Madame Helene POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Laili ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC

Conseillère départementale absente :

Madame Solihir EL HADAD

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint.

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2021-1485 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2022-9 du 5 janvier 2022 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;
- Vu** le rapport n°2022-01135 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

ID : 976-229850003-20220209-DL09022212-DE

Vu l'avis de la Commission Patrimoine et Foncier du 07 décembre 2022 (PV de CPF) ;
Vu l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier en date du 07 février 2022 ;

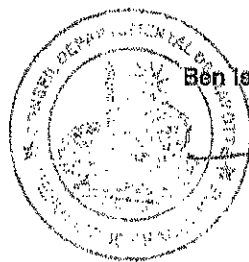
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

- Article 1 :** de valider les dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 07 décembre 2022 ayant reçu un avis favorable et mentionnés dans le tableau en annexe de la présente délibération ;
- Article 2 :** désormais le Conseil Départemental de Mayotte n'interviendra plus dans les conflits intra-familiaux liés aux régularisations foncières ;
- Article 3 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer tous les actes afférents à la présente délibération, au nom et pour le compte du Département.
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Bénissa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

ID : 976-229850003-20220209-DL09022212-DE

CPF du 07 décembre 2021 - avis FAVORABLES

2020-0255	Rectoird de Mayotte	TRANSFERT DE GESTION	Longoni	KOUNGOU	1691	AC 355	32 810	A	FAV		07 décembre 2021
2020-0295	ASSANI Bini-Houfiri et Consorts	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691 et 1690	AD 26 B et AL 654 A	8 et 673	Ub	FAV		07 décembre 2021
2021-0028	AL Houzadanti	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 314	447	A	FAV		07 décembre 2021
2019-0015	ASSANI DJOUNMOI Loidhoi	VENTE	Kahani	OUANGANI	80	AB 79 B	3 513	N	FAV		07 décembre 2021
2019-0016	MINIHADJI Ahmed	VENTE	Kahani	OUANGANI	80	AB 79 A	3 585	N	FAV		07 décembre 2021
2019-0017	CHEBANI Zandou	VENTE	Kahani	OUANGANI	80	AB 79 C	2 758	N	FAV		07 décembre 2021
2021-0089	GDS 976	LOCATION	Cocori	OUANGANI	36	AD 127	400	U	FAV	Bâtiment A situé sur la parcelle AD 127, en attente du transfert de la propriété au profit du CD (convention d'échanges fonciers entre ETAI et CD de juin 2018)	07 décembre 2021
2021-0483	SAINDOU MALIDE Charafoudine	OTG	Barakari	OUANGANI	36	AD 66	727	U	FAV	Décédé du PEM. Autorisation d'occupation temporaire à titre gratuit de 1 an du bâti de la parcelle AD 66 OUANGANI	07 décembre 2021
2019-0452	TDF	VENTE	Pomandzi	PAMANDZI	3348	AI 36	301	U	FAV		07 décembre 2021
2020-0096	TOHIR DINI Diana et Noujouan	VENTE	Pomandzi	PAMANDZI	7968	AB 262	216	U	FAV		07 décembre 2021
2020-0297	Commune de PAMANDZI	VENTE	Pomandzi	PAMANDZI	1270 et RI 4207	AC 556 et 557	183 et 60	U	FAV	Aménagement des parcelles en place publique	07 décembre 2021



FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS NON BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	Hassni Kambi OUSSINI
NUMERO DE TELEPHONE	6639 69 00 11
ADRESSE DE MESSAGERIE	hassni-kambi.oussini@ca976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE	
Madame HALIDI Anchia occupe de manière contumière la parcelle référencée BC 332 sise à Misapéré commune de Mamoudzou. Par une délibération n°DL_CP2022_0013 en date du 09/02/2022, la commission permanente du Conseil Départemental de Mayotte a décidé de vendre ladite parcelle à Madame HALIDI Anchia.	
Observations du SLD : -Le service observe un aléa naturel MOYEN (le consultant retient un aléa FORT) -La contenance retenue par le consultant est de 563 M² (le consultant retient une surface de 561 M²)	
DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	30/04/2024
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	1

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE		NB-CONSEIL DPTAL-1	
VALEUR VENALE BRUTE		8 445 €	
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U		8 445 €	
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE		0 €	
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE		-5 067 €	
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS		3 378 €	
Date de visa de la fiche navette par le service demandeur		30/04/2024	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)		02/05/2024	
Avis favorable du SLD		OUI	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable		NON	
		Visa du demandeur	
		Visa du Domaine	
		Formation	
		N° dossier DS : 17686171	
		N° dossier OSE : 2024-97611-33535	
		Dossier suivi par Hervé SIDJOU	
		Tel : 02 89 61 82 76	
		B.P. 501	
		MAMOUZOU	

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	MAMOUZOU SUD	BC	332	563	N	Sans objet	NON	Accès à la voirie	Moyen	Forte

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

ID : 976-229850003-20220209-DL09022213-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 09 février 2022

Membres en exercice : 26

Présents : 21

Procurations : 4

Absent : 1

Nombre de votants : 25

Votes pour : 25

Vote contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation : lundi 31 janvier 2022

DELIBERATION N°DL_CP2022_0013

**Relative à la validation des dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 05 janvier 2022
et ayant reçu un avis favorable**

L'an deux mille vingt-deux, le neuf février, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à la salle de délibération de la mairie de Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Tahamida IBRAHIM, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Mansour KAMARDINE, Madame Rossetta VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farienti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saïndou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjlma SAID donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Helene POLLOZEC

Conseillère départementale absente :

Madame Sohirat EL HADAD

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2022-9 du 5 janvier 2022 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Vu le rapport n°2022-01141 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu les avis de la Commission Patrimoine et Foncier du 05 janvier 2022 (PV de CPF) ;
Vu l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier en date du 07 février 2022 ;

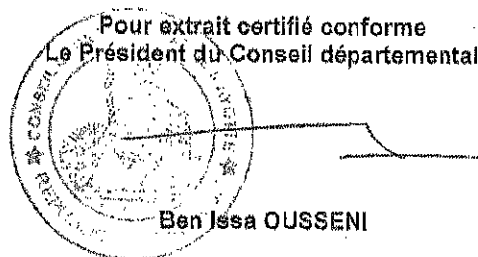
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

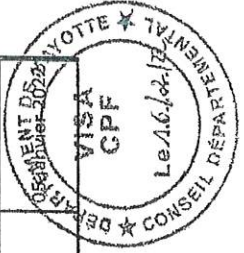
DÉCIDE

- Article 1 :** de valider les dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 05 janvier 2022 ayant reçu un avis favorable et mentionnés dans le tableau en annexe de la présente délibération ;
- Article 2 :** désormais le Conseil Départemental de Mayotte n'interviendra plus dans les conflits intra-familiaux liés aux régularisations foncières ;
- Article 3 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer tous les actes afférents à la présente délibération, au nom et pour le compte du Département ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI



CPF du 05 janvier 2022 - avis FAVORABLES

2009-0250	BACAR Salima et Zaliha	VENTE	Passamaïnty	MAMOUZOU	1662	BR 1150	57	U	FAV	Avis FAV uniquement pour la BR 1150 MAMOUZOU	05 janvier 2022
2014-0521	CHANFI Saïdina Ali Saïd	REGUL	Mamoudzou	MAMOUZOU	9512	AX 265 (AX 699)	319	Ua	FAV		05 janvier 2022
2015-0388	CHATEL Jean-Claude	VENTE	Kawéni	MAMOUZOU	2765	AS 176 (AS 189)	179	U	FAV		05 janvier 2022
2017-0088	HALIDI Anchia	VENTE	Mtsapéré	MAMOUZOU	1555	BC 332	563	U	FAV		05 janvier 2022
2019-0257	MALIDI Bacari	VENTE	Vahibé	MAMOUZOU	6455	CM 905 b	238	U	FAV		05 janvier 2022
2020-0015	DJANFAR Rouwaïda	VENTE	Vahibé	MAMOUZOU	1811	CM 510	79	U	FAV		05 janvier 2022
2020-0061	SARMAN Sadanati	VENTE	Vahibé	MAMOUZOU	1811	CM 928 b	143	U	FAV		05 janvier 2022
2020-0110	SAID BACAR Laidine	VENTE	Vahibé	MAMOUZOU	6455	CM 905 b	185	U	FAV		05 janvier 2022
2020-0128	HALIFA Mariamou et consorts	VENTE	Cavani	MAMOUZOU	1555	BD 348	254	U	FAV		05 janvier 2022
2020-0169	MBOIBOI Fatima, Hassani	VENTE	Cavani	MAMOUZOU	1555	BD 208	179	U	FAV		05 janvier 2022
2021-0020	IBRAHIM MLAMALI Hazizi, Ben	AOT	Mamoudzou	MAMOUZOU	NON TITRE	AX 461 a	64	U	FAV		05 janvier 2022
2021-0050	MOHAMED ABOUBACAR Ali	AOT	Mamoudzou	MAMOUZOU	NON TITRE	AX 742 a	16	U	FAV		05 janvier 2022
2021-0154	GHM	VENTE	Mamoudzou	MAMOUZOU	1689 et 4177	AX 727, 827 a et AX 831 b	19 279	U	FAV		05 janvier 2022

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	Moustadrane Ben HAMIDOUNI
NUMERO DE TELEPHONE	9639 69 80 23
ADRESSE DE MESSAGERIE	moustadrane.hamidouiniben@ce976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE

Vente au profit de Madame Nemat Moustouf SAID de la parcelle AW 524 (ex AW 98) sise à Koungou (213m²) dans le cadre de la procédure de régularisation foncière du Département de Mayotte (dossier 2012-0198 passé avec avis favorable en Commission Patrimoine Foncière du 09 octobre 2014) . Dossier déjà évalué à la date du 13/07/2022 par le Service Local du Domaine mais a expiré, souhaite juste avoir un nouveau avis avec une date valable.

Observations du SLD :

- la déclivité de la parcelle est FAIBLE (le consultant indique AUCUNE)

DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)

24/07/2024

PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)

1

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE	NB-CONSEIL DPTAL-1		
VALEUR VENALE BRUTE		14 910 €	
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U		16 401 €	
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE		0 €	
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE		-13 121 €	
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS		3 280 €	
Date de visa de la fiche navette par le service demandeur	24/07/2024	Visa du demandeur	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)	30/08/2024 Validité de 18 mois	Visa du Domaine	
Avis favorable du SLD	OUI	NON	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable	N° dossier DS : 19171166 N° dossier OSE : 2024-97610-56096 Suivi du dossier par Hervé SIDIBE		

SERVICE LOCAL
DU DOMAINE
B.P.
MANOUBZOU

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m ²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Atéas naturels	Déclivité de la parcelle
1	KOUNGOU	AW	524	213	U	OUI	NON	Accès à la voirie	Fort	Faible

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 12 avril 2021

Membres en exercice : 26

Présents : 12

Procurations : 2

Absent(s) : 12

Nombre de votants : 14

Votes pour : 14

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : jeudi 1 avril 2021

DELIBERATION N°DL_CP2021_0118

Relative à la validation de dossiers ayant reçu avis favorable en Commission Patrimoine et Foncier du
19 juin et du 09 octobre 2014

L'an deux mille vingt et un, le douze avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Madame Fatima SOUFFOU, Monsieur Issoufi AHAMADA, Madame Raïssa ANDHUM, Monsieur Issa ISSA ABDOU, Madame Mariame SAID, Monsieur Mohamed SIDI, Monsieur Bourouhane ALLAOUI, Madame Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Madame Halima MDALLAH BAMOUDOU, Monsieur Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Madame Toyfria ANASSI

Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :

Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Madame Soihirat EL HADAD donne pouvoir à Monsieur Issoufi AHAMADA

Conseiller(s) départemental(aux) absent(s) :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali Debre COMBO, Madame Armamie ABDOUL WASSION, Madame Bichara Bouhari PAYET, Madame Insa DAOUDOU, Monsieur Issa SOULAIMANA MHIDI, Madame Moinecha SOUMAILA, Monsieur Aynoudine SALIME, Madame Afidati MKADARA, Monsieur Ben Youssouf CHIHABOUDINE, Monsieur Nomani OUSSENI, Madame Zaihati MADI MARI

Secrétaire de séance désigné(e) :

Madame Raïssa ANDHUM

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°2065/2015/CD relative à la délégation du Conseil Départemental donnée à sa Commission Permanente ;
- Vu le rapport N°2021-00644 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;
- Vu l'avis de la Commission aménagement et développement durable en date du 9 avril 2021 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240225-DE

S²LOW

Envoyé en préfecture le 22/04/2021

Reçu en préfecture le 22/04/2021

Affiché le

ID : 976-229850003-20210412-DL1204119-DE

DECIDE

- Article 1 : de valider les dossiers présentés en CPF du 19 juin et du 09 octobre 2014 ayant reçu avis favorable ;
- Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs s'y rapportant ;
- Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Commission CPF du 09 octobre 2014

17 octobre 2014

- | | |
|---|------------------|
| • Dossier 2012-0240 BACAR Abdoul Anzizi et BACAR Youssouf | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0241 ABOUDOU Echat et DALILI Abdoulhade | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0260 ABDOURAHIM Alhaduir Regul | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0347 SIKA Fatima l'opposition | Ajourné vérifier |
| • Dossier 2013-0351 ALI MASSI Massy | Avis Favorable |

COMMUNE DE KANI-KELI

- | | |
|----------------------------------|----------------------|
| • Dossier 2005-0125 RAKIB Anchia | Avis Favorable regul |
|----------------------------------|----------------------|

COMMUNE DE KOUNGOU

- | | |
|---|------------------|
| • Dossier 2010-0430 ASSANI Adidja l'avis de la Mairie | Ajourné Relancer |
| • Dossier 2011-0072 MADI SAID Fatima et Consorts | Avis favorable |
| • Dossier 2011-0097 CHAKA MOUDROU Lydie Fathie vérification Brigade | Ajourné |
| • Dossier 2012-0178 HOUSSENI Fatima vérification Brigade | Ajourné |
| • Dossier 2012-0194 ABTOIHI EL Anrif | Avis favorable |
| • Dossier 2012-0198 SAID Nemat MOUSTOIFA | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0200 ATTOUMANI MARI Moussa et ses Enfants | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0204 ABOUDOU Mouanlimati | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0205 ABOUDOU Toifiya | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0216 MSA Soa | Avis Favorable |
| • Dossier 2012-0226 MLAMALI Hindi Vérification Brigade | Ajourné |
| • Dossier 2012-0245 HASSANI Saada Vérification Brigade | Ajourné |
| • Dossier 2012-0250 MADI SAID Saïndou | Avis Favorable |



NAN
224169



L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE,
LE DOUZE JANVIER

Au bureau annexe sis à MAMOUDZOU (Mayotte),
Maitre Salama YOUSSEF, notaire au sein de la Société d'Exercice
Libéral par Actions Simplifiée « POPINEAU & ASSOCIES », titulaire d'un office
notarial dont le siège est à SAINT-DENIS (Réunion), 23 Rue de Paris et d'un
bureau annexe à MAMOUDZOU (Mayotte) 7 Place du Marché,

A REÇU LE PRESENT ACTE DE NOTORIETE A LA REQUETE DE :

- Monsieur Ibaï, Iyad LAFITTE dont la représentation est assurée par :
Monsieur Arezki LAFITTE, son père.
- Monsieur Iker, Ilyan LAFITTE dont la représentation est assurée par :
Monsieur Arezki LAFITTE, son père.
- Madame Nahia, Amala LAFITTE dont la représentation est assurée par :
Monsieur Arezki LAFITTE, son père.
- Monsieur Arezki LAFITTE présent à l'acte.

Etant observé que le ou les requérants ci-après nommés, qualifiés et
domiciliés seront indifféremment dénommés aux présentes "les requérants" ou
"les ayants droit", et ce, qu'il y ait ou non pluralité de requérants.

Préalablement aux informations et déclarations objet des présentes, il est
exposé ce qui suit :

EXPOSE

PERSONNE DECEDEE

Madame Nemati Moustolfa SAID, en son vivant Professeur des écoles,
demeurant à KOUNGOU (97690) 29 rue de la Carrière.

Née à KOUNGOU (97690), le 10 septembre 1985.
Célibataire.

Ayant conclu avec Monsieur Arezki LAFITTE un pacte civil de solidarité sous
le régime de la séparation de biens, le 1er juin 2023, enregistré à la mairie de
KOUNGOU le 1er juin 2023.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à KOUNGOU (97690) (FRANCE), le 31 août 2023.

STATUT PERSONNEL DE LA DEFUNTE

Sur le Département de MAYOTTE, deux statuts personnels cohabitent de
manière dérogatoire au droit commun français, d'une part, le statut personnel de droit
local pour les personnes de nationalité française nées à MAYOTTE dont les deux
parents sont eux-mêmes nés à MAYOTTE, et d'autre part, le statut personnel de droit
commun pour les personnes dont au moins l'un des parents n'est pas né à MAYOTTE
et pour toutes celles qui ont renoncé à leur statut de droit local.

Madame Nemati Moustolfa SAID était soumise au droit commun ainsi qu'il
résulte d'un extrait d'acte de naissance n°0028-1985KOU-DC établi par la commission
de révision de l'Etat Civil à Mayotte par décision N°21816 en date du 16 novembre
2004 rendue par la commission.

DEVOLUTION SUCCESSORALE

La dévolution successorale s'établit comme suit :

Héritiers

1/ Monsieur Ibaï, Iyad LAFITTE, Lycéen, demeurant à KOUNGOU (97690) 29 Rue de la Carrière.

Né à MAMOUDZOU (97600) le 19 juin 2007.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Son fils.

2/ Monsieur Iker, Ilyan LAFITTE, Collégien, demeurant à KOUNGOU (97690) 29 Rue de la Carrière.

Né à MAMOUDZOU (97600) le 19 octobre 2011.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Son fils.

3/ Madame Nahia, Amaia LAFITTE, écolière, demeurant à KOUNGOU (97690) 29 Rue de la Carrière.

Née à MAMOUDZOU (97600) le 26 août 2018.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Sa fille.

Légataire

Monsieur Arezki LAFITTE, Professeur des écoles, demeurant à KOUNGOU (97690) 29 rue de la Carrière.

Né à PESSAC (33600) le 1er mai 1974.

Célibataire.

Ayant conclu avec Madame Nematj Moustoifa SAÏD un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, le 1er juin 2023, enregistré à la mairie de KOUNGOU le 1er juin 2023.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité Française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Légataire à titre universel

La quotité léguée est la suivante : la totalité en usufruit, jusqu'à la majorité des enfants ci-dessus désignés.

STATUT PERSONNEL DES HERITIERS

Monsieur Ibaï, Iyad LAFITTE est soumis au droit commun ainsi qu'il résulte d'un extrait d'acte de naissance n°1824/2007-MDZ-DC dressé le 21 juin 2007.

Monsieur Iker, Ilyan LAFITTE est soumis au droit commun ainsi qu'il résulte d'un extrait d'acte de naissance n°3252-2011MDZ6DC dressé le 21 octobre 2011.

Madame Nahia Amaia LAFITTE est soumise au droit commun ainsi qu'il résulte d'un extrait d'acte de naissance n°4441/2018-MDZ-DC dressé le 27 août 2018.

QUALITES HEREDITAIRES

Monsieur Ibaï, Iyad LAFITTE, Monsieur Iker, Ilyan LAFITTE et Madame Nahia, Amaia LAFITTE sont habiles à se dire et porter héritiers de Madame Nemat Moustoifa SAID leur mère susnommée.

Monsieur Arezki LAFITTE est habile à se dire et porter légataire à titre universel.

DROITS

En conséquence de ce qui précède, les droits respectifs de chacun des ayants droit sont les suivants :

AYANTS DROIT	DROITS RESPECTIFS
Monsieur Ibaï, Iyad LAFITTE	UN TIERS (1/3) en NUE-PROPRIETE
Monsieur Iker, Ilyan LAFITTE	UN TIERS (1/3) en NUE-PROPRIETE
Madame Nahia, Amaia LAFITTE	UN TIERS (1/3) en NUE-PROPRIETE
Monsieur Arezki LAFITTE	La TOTALITE (1/1) en USUFRUIT jusqu'à la majorité de chaque enfants

EFFETS DE L'ACTE DE NOTORIETE

Le notaire soussigné informe les requérants des dispositions des articles 730-2, 730-3, 730-4, 730-5 et 778 du Code civil ci-après littéralement rapportés :

Article 730-2 - L'affirmation contenue dans l'acte de notoriété n'emporte pas, par elle-même, acceptation de la succession.

(Sauf acceptation expresse dans l'acte)

Article 730-3 - L'acte de notoriété ainsi établi fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Celui qui s'en prévaut est présumé avoir des droits héréditaires dans la proportion qui s'y trouve indiquée.

Article 730-4 - Les héritiers désignés dans l'acte de notoriété ou leur mandataire commun sont réputés, à l'égard des tiers détenteurs de biens de la succession, avoir la libre disposition de ces biens et, s'il s'agit de fonds, la libre disposition de ceux-ci dans la proportion indiquée à l'acte.

(En cas de pluralité d'ayants-droit, cet article n'emporte pas droit à l'encaissement individuel des fonds, lequel réclamera un accord unanime).

Article 730-5 - Celui qui, sciemment et de mauvaise foi, se prévaut d'un acte de notoriété inexact, encourt les pénalités de recel prévues à l'article 778, sans préjudice de dommages-intérêts.

Article 778 - Sans préjudice de dommages et intérêts, l'héritier qui a recelé des biens ou des droits d'une succession ou dissimulé l'existence d'un cohéritier est réputé accepter purement et simplement la succession, nonobstant toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les biens ou les droits détournés ou recelés. Les droits revenant à l'héritier dissimulé et qui ont ou auraient pu augmenter ceux de l'auteur de la dissimulation sont réputés avoir été recelés par ce dernier.

Lorsque le recel a porté sur une donation rapportable ou réductible, l'héritier doit le rapport ou la réduction de cette donation sans pouvoir y prétendre à aucune part.

L'héritier receleur est tenu de rendre tous les fruits et revenus produits par les biens recelés dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

Ceci exposé, il est passé aux déclarations et affirmations du ou des requérants.

AFFIRMATION DE LA QUALITE HEREDITAIRE

Les requérants attestent la dévolution successorale telle qu'établie ci-dessus, et certifient qu'à leur connaissance il n'existe aucun autre ayant droit venant à la succession.

Ils déclarent que la personne décédée n'a laissé aucune disposition à cause de mort non relatée aux présentes.

Ils affirment, en conséquence, que les personnes figurant dans la dévolution successorale ont seules vocation et qualité à recueillir la succession.

Les requérants affirment en outre :

- que le notaire soussigné les a informés de la possibilité d'accepter purement et simplement la succession ou d'y renoncer, ou encore d'accepter la succession à concurrence de l'actif net pour n'être, dans cette dernière hypothèse, tenus des dettes successorales que jusqu'à concurrence de la valeur des biens recueillis ;

- qu'il a particulièrement attiré leur attention :

- 1 - sur les conséquences de l'acceptation pure et simple qui les rend alors responsables des dettes de la succession sur leur patrimoine personnel sans limitation ;

- 2 - sur le récel des biens ou des droits d'une succession ou la dissimulation de l'existence d'un cohéritier, qui rend l'héritier fautif purement et simplement acceptant de la succession nonobstant toute renonciation ou acceptation à concurrence de l'actif net, sans pouvoir prétendre à aucune part dans les biens ou droits divertis ou recelés ;

- 3 - sur les dispositions de l'article 786 du Code civil ci-après littéralement rapportées :

« L'héritier acceptant purement et simplement ne peut plus renoncer à la succession ni l'accepter à concurrence de l'actif net. Toutefois, il peut demander à être déchargé en tout ou partie de son obligation à une dette successorale qu'il avait des motifs légitimes d'ignorer au moment de l'acceptation, lorsque l'acquittement de cette dette aurait pour effet d'obérer gravement son patrimoine personnel. L'héritier doit introduire l'action dans les cinq mois du jour où il a eu connaissance de l'existence et de l'importance de la dette. »

ABSENCE D'INVENTAIRE

Les requérants déclarent qu'après le décès et jusqu'à ce jour, il n'a pas été dressé d'inventaire.

FICHIER DES DISPOSITIONS DE DERNIERES VOLONTES

Le compte-rendu de l'interrogation effectuée auprès du fichier des dispositions de dernières volontés n'a pas révélé l'existence d'inscriptions. Ce compte-rendu en date du 19 octobre 2023 est annexé.

ACTE DE DECES

L'acte de décès numéro 52 de Madame Nematli Moustolfa SAID a été dressé le 1er septembre 2023, et une copie intégrale en date du 1er septembre 2023 est annexée.

PIECES JUSTIFICATIVES PRODUITES

Les pièces suivantes ont été produites entre les mains du notaire soussigné :

- Copie Intégrale de l'acte de naissance des enfants de la défunte ci-annexée ;
- Copie Intégrale de l'acte de naissance du partenaire de pacs de la défunte ci-annexée ;
- Copie Intégrale du testament olographe rédigés par la défunte le 18 août 2022 ci-annexée ;
- Copie Intégrale du testament olographe complémentaire rédigée par la défunte le 30 mars 2023 ci-annexée.

MENTION DE L'ACTE DE NOTORIETE

Mention de l'existence de l'acte de notoriété sera portée en marge de l'acte de décès.

ATTESTATION IMMOBILIERE - INFORMATION

Le notaire soussigné informe les ayants droit de l'obligation de faire constater dans une attestation notariée toutes transmissions par décès des droits réels immobiliers pouvant dépendre de la succession.

Les ayants droit requièrent le notaire soussigné d'établir cette attestation, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires.

OBLIGATIONS FISCALES - AVERTISSEMENT

Les requérants déclarent avoir été avertis par le notaire soussigné :

- De l'obligation de déclarer à l'administration fiscale le patrimoine de la succession et ce dans un délai de six mois à compter du jour du décès si le défunt est décédé en France métropolitaine et un an s'il est décédé hors de France métropolitaine, la déclaration devant être accompagnée du règlement des droits s'il y a lieu.
- Qu'en cas de dépassement de ce délai, ou de redressement pour omission dans la déclaration, ou de non-paiement en tout ou partie des droits exigibles, court un intérêt de retard mensuel fixé par l'administration et calculé sur le montant des droits (l'intérêt de retard est actuellement de 0,20% par mois calculé du premier jour du mois suivant celui auquel l'impôt devait être acquitté et arrêté au dernier jour du mois du paiement).
- Qu'en outre, une pénalité est susceptible d'être appliquée, après mise en demeure ou en cas de manœuvres destinées à éluder tout ou partie de l'impôt.
- Que l'article 1727 II 3° du Code général des impôts permet l'exonération de l'intérêt de retard lié au dépôt tardif de la déclaration lorsque l'insuffisance des chiffres déclarés n'excède pas 10% de la base d'imposition retenue après redressement.
- Que de l'article 1727 V du même Code permet une réduction de moitié de l'intérêt de retard en cas de régularisation spontanée de la part du contribuable suite à une erreur ou une omission de sa part commise de bonne foi.
- Que les intérêts de retard ne sont pas applicables aux éléments d'imposition pour lesquels le contribuable a justifié dans la déclaration des motifs de droit ou de fait qui les conduisent à ne pas les mentionner.
- Qu'il leur est possible de demander à l'administration de contrôler, lors du dépôt de celle-ci, afin d'obtenir un « quitus succession » (sauf omission ou remise en cause d'une exonération).
- Qu'il leur est possible de demander à l'administration un rescrit, c'est-à-dire une prise de position formelle sur une situation de fait au regard d'un texte fiscal.

- Que les droits de mutation par décès sont acquittés par les héritiers, donataires ou légataires et que les cohéritiers sont solidaires du paiement de ces droits. (Cette solidarité n'existe toutefois pas entre les héritiers et les légataires même universels, ni entre les légataires).
- Que l'administration est susceptible de demander le dépôt d'une déclaration de revenus de la personne décédée ou la production d'une déclaration sur les revenus au titre des années précédant le décès.

Les requérants demandent au notaire soussigné d'établir la déclaration de succession, s'obligeant à lui fournir à sa demande tous les éléments nécessaires, ou à lui donner pouvoir pour les obtenir.

Le notaire précise que l'administration est en droit d'adresser à l'un quelconque des ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession ses demandes d'éclaircissements et de justifications ainsi que ses propositions de rectification.

ENREGISTREMENT

Droit payé sur état : 25 euros.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur

des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : dlf@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.




Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

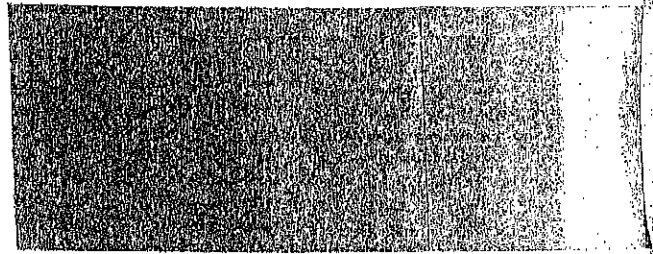
DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les requérants ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de la signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

M. LAFITTE Arezki a signé à MAMOUDZOU le 12 janvier 2024	
M. AREZKI Lafitte agissant en qualité de représentant a signé à MAMOUDZOU le 12 janvier 2024	
et le notaire Me YOUSSEUF SALAMA a signé à MAMOUDZOU L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE LE DOUZE JANVIER	



POUR COPIE AUTHENTIQUE certifiée conforme à la minute par le
notaire soussigné, délivrée sur 9 pages, sans renvoi ni mot nul.